

<https://ricochets.cc/Surveillance-policiere-technopolice-l-absence-de-democratie-appelle-et-permet-la-dystopie-securitaire.html>



Surveillance policière et technopolice : l'absence de démocratie appelle et permet la dystopie sécuritaire

- Les Articles -
Publication date: mardi 16 mars 2021

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Voici plusieurs articles qui décryptent et alertent des immenses dangers de la technopolice et de ses technologies de surveillance.

L'Etat macronien n'a que faire de nos vies, du chômage, de nos retraites et des moyens hospitaliers, ses priorités du moment ce sont les lois répressives (lois « sécurité globale » et « séparatisme », fichage des opinions...), les technologies de surveillance ([vidéosurveillance partout, 5G](#), IA, reconnaissance faciale, algorithmes détecteurs de comportements dit anormaux, drones...) et les matériels de répression par la force armée (blindés, LBD, balles pour LBD...).

Ces trois aspects sont liés entre eux et avancent ensemble vers [une société de contrôle cybernétique total](#).

La violence armée contre les populations est indispensable à la survie des pouvoirs

Rappelons aussi que tout Etat veut contrôler les foules, maintenir sa domination et sa puissance : élus, technocrates et industriels ne s'arrêteront pas tout seuls, car dans un tel système anti-démocratique la violence armée contre les populations est indispensable à la survie des pouvoirs.

Les puissants lobbys de la sécurité se frottent les mains et se remplissent les poches. Même quand leurs dispositifs ne servent pas à grand chose d'utile, ils savent qu'ils pourront les vendre en masse tant les politiciens ont besoin de communiquer sur le fait qu'ils font quelque chose pour « la-sécurité » afin de favoriser leur élection et d'entretenir le « débat » sur les sujets qui les arrangent.

Ainsi, élus et industriels de la sécurité marchent ensemble dans la combine, ils ont besoin l'un de l'autre et chacun fait mine d'être indispensable. Le tout financé bien entendu avec « notre » argent publique. Le business de la sécurité marche de concert avec le système électoraliste.

C'est précisément parce qu'il n'y a pas de démocratie que ces dispositifs techno-sécuritaires se déploient aussi facilement

Les prétextes en or pour continuer cette inflation sécuritaire et autoritaire qui vire au totalitarisme ne manquent pas : JO de 2024, pandémie covid-19, attentats terroristes...

En réalité, au delà des intérêts financiers des lobbyistes, **ces dispositifs de surveillance sont destinés principalement à réprimer et empêcher toute contestation et rébellion**, à la contre-insurrection, à maintenir le régime en place par la force contre des populations toujours trop rétives qui exigent la démocratie directe, l'égalité sociale, la prise en compte réelle des questions écologiques et climatiques.

Non, ces dispositifs techno-sécuritaires ne mettent pas du tout en danger « la démocratie », tout simplement parce qu'il n'y a pas de démocratie, qu'il n'y en a jamais eu, et c'est justement pour cette raison que ces moyens très intrusifs existent et se déploient.

Car dans une tyrannie, dans cette dictature, en l'absence de régulation démocratique pour résoudre les conflits, seule la force armée de la police et des gendarmes permet au régime de tenir.



Vidéosurveillance : le business de la sécurité marche de concert avec le système électoraliste Des drones furtifs partout, pouvant fonctionner en essaims

- ▶ Mais voyez plutôt ces articles (avec en Post Scriptum une vision ironique de l'avenir, façon Orwell) :

La détermination de l'État à déployer la 5G est très compréhensible. L'objectif est de démultiplier le débit d'Internet pour 'radicaliser' l'addiction d'un grand nombre de gens au numérique et pour mettre en relation des milliards d'objets connectés.

Seulement, il y a un imprévu : une partie de la population se méfie de ce projet, à tel point que certains politiciens se prononcent contre - fait exceptionnel. Même des personnes qui n'avaient jusqu'ici aucun problème avec l'usage intensif des technologies trouvent que cela va trop loin, à l'image du mouvement des Gilets Jaunes, largement tributaires des réseaux sociaux mais au sein desquels des mots d'ordre anti-5G étaient apparus.

Et c'est vrai, la 5G marque un seuil important. Je ne pense pas tant à la baisse des temps de téléchargement des vidéos, mais surtout à l'automatisation accrue des processus de production et de circulation des marchandises. La 5G est d'abord un projet industriel et logistique. Mais elle a aussi une dimension politique : la surveillance de la population risque de s'affiner à travers la prolifération des petites antennes-relais dans les rues et des caméras de vidéosurveillance avec système de reconnaissance faciale.

La 5G pose donc la question du type de société que l'on souhaite : société humaine ou société-machine ? Mise en chantier d'un projet démocratique ou despotisme hybridant Silicon Valley et Chine post-maoïste ? Est-il souhaitable d'éliminer au maximum le travail et les décisions humaines ? La 5G sera par exemple au service d'une agriculture dite 4.0, ou « de précision », c'est-à-dire tendanciellement sans intervention humaine : gestion automatisée des cheptels d'animaux, surveillance par drones et satellites des besoins des cultures en engrais et pesticides, robots de désherbage ou de pulvérisation...

Alors qu'il faudrait produire moins, mais avec plus de travail humain, en préservant et réinventant des savoir-faire manuels et des techniques conviviales (au sens d'Ivan Illich), nous nous dirigeons vers des niveaux de chômage technologique très élevés. Ce ne sont pas les projets de décroissance qui mettent de plus en plus de gens des classes moyennes et populaires sur la touche ; ce sont les promoteurs de la quatrième révolution industrielle.

Extrait d'un article de Matthieu Amiech - [pour les abonnés](#) - Voir aussi [Le rêve de M. Macron : franchir le mur écologique par la numérisation intégrale](#)

- ▶ Une sélection d'articles récents :

- [Les Jeux olympiques ouvrent la voie aux technologies sécuritaires](#) - Les Jeux olympiques de Paris 2024 ont prévu l'usage d'une débauche de technologies sécuritaires. Mais qui ont besoin d'être légalisées. C'est ce que commence à faire la proposition de loi sécurité globale, examinée par les sénateurs à partir de ce mardi 16 mars. Autant de mesures susceptibles de porter atteinte aux libertés publiques et à la vie privée, dénoncent ses détracteurs. (...) « L'algorithme peut faire ce que l'on veut, explique Juliette, responsable de la campagne Technopolice à La Quadrature du net. Repérer les comportements considérés comme anormaux, par exemple les personnes qui courent ou celles qui restent immobiles trop longtemps, et générer des alertes pour les agents. » (...) « La reconnaissance faciale en temps réel dans l'espace public, c'est l'eldorado policier, cela revient à un contrôle d'identité permanent et général »
- [À ÉCOUTER - Les mauvaises ondes de la loi Sécurité globale](#) - Alors que le Sénat a commencé l'examen de la loi Sécurité globale, une émission de radio coanimée par Reporterre et Radio Parleur et en direct devant ses grilles, a mis en relief les enjeux de ce texte qui va multiplier les outils de contrôle des populations et ouvrir en grand la porte à la privatisation de la sécurité.

Lecture

[Loi sécurité globale : une fuite en avant sécuritaire \(Radio Parleur x Reporterre\)](#) par [Reporterre.

Net-Â»<https://www.youtube.com/channel/UCDn6zvBZNEWUv44xjgELicA>

<https://youtu.be/M59BtjsBXXE>

- [Loi « Sécurité globale » : un film documentaire pour décrypter trois points sensibles](#)

Lecture

[Sécurité Globale, de quel droit ?](#) par [Agiti Films-Â»<https://vimeo.com/agitifilms>]

<https://vimeo.com/506052816>

- [Une vidéosurveillance peut en cacher une autre](#) (Moirans, Isère) - Ce serait enfoncer une porte ouverte que de dire que la vidéosurveillance est partout. Alors que la Cour des comptes critique l'absence totale d'efficacité de ces dispositifs, celle-ci est sans cesse promue comme une solution magique à des problèmes que l'on ne veut pas regarder en face. Pourtant, derrière l'effrayante banalité de la vidéosurveillance peut se cacher l'effarante illégalité de la vidéosurveillance automatisée, ou algorithmique.
 - [Document de communication des lobbys](#)
 - [Pour obtenir des mairies les détails de leurs projets ou réalisations de surveillance](#)
- [Le port du masque surveillé par caméra et logiciel de reconnaissance automatique dans les transports en commun](#) (Ce dispositif sert surtout à expérimenter ce type de dispositif en vue de la suite, le prétexte des masques est complètement bidon)
- SUITE de l'affaire : [Le Sénat doit s'opposer à la reconnaissance faciale des masques](#) - Le 10 mars 2021, le ministre des transports M. Djebbari a autorisé par décret les gestionnaires de gares, de métro et de bus à déployer sur leurs caméras de surveillance des logiciels de détection de masque, prétextant un besoin statistique dans la lutte contre le Covid.

Ce décret est illégal : d'abord, seul le Parlement aurait le pouvoir d'autoriser un tel traitement, par exemple dans la loi Sécurité Globale actuellement débattue. Surtout, un débat démocratique aurait fait apparaître que cette surveillance, en plus d'être une atteinte supplémentaire à nos libertés, est inutile et donc injustifiable.

Le gouvernement a préféré contourner le Parlement et la loi en passant par décret, remettant entièrement en cause l'autorité du pouvoir législatif. Le Sénat doit contenir cette offensive anti-démocratique en adoptant l'amendement de la loi Sécurité globale qui propose un moratoire de 2 ans pour tout système d'analyse d'image automatisée.
- [L'État veut acheter 170.000 nouvelles munitions de LBD](#)



Vidéosurveillance : le business de la sécurité marche de concert avec le système électoraliste La 5G, imposée, est de plus en plus contestée, des sabotages se multiplient

► Compléments utiles :

- [Il n'y a pas de dérives sécuritaires, l'Etat capitaliste déroule juste sa planification industrielle](#) - Appli StopCovid, vidéo-surveillance, drones, reconnaissance faciale, traçage numérique via IA sont indispensables ...à CE système

- [La pandémie covid-19 accélère le basculement en force dans le gouvernement cyborg hybridé aux multinationales et GAFAM](#) - L'Etat cyborg et les technologies numériques/génétiques veulent nous transformer en hybrides adaptés à la virtualisation du monde
- [Articles sur le thème Â« Fichage et surveillance Â»](#)
- [La députée LREM drômoise Alice Thourot adepte de la répression policière et des entreprises de sécurité privée](#) - Surveillance et répression policière : davantage de pouvoirs et de business pour la sécurité privée !
- [Un livre qui démontre clairement que nous ne vivons pas en démocratie](#) - Les puissants ont détourné le sens du concept politique de démocratie pour assoir leur pouvoir
- [France : enfin la fin de l'illusion de démocratie et du dérivatif de la liberté d'expression !](#) - La France n'a hélas jamais été une démocratie, et elle le prouve



Vidéosurveillance : le business de la sécurité marche de concert avec le système électoraliste 5G, satellites internet, fibre, caméras de surveillance... On voit où sont les priorités du système techno-capitaliste

LE GOUVERNEMENT COMMANDE 170 000 MUNITIONS SUPPLEMENTAIRES DE #LBD !

- **Un achat massif qui comprend aussi des balles "marquantes"**

#Macron compte terminer son mandat comme il l'a commencé : avec du sang et des larmes. Il lance une énorme commande de nouvelle munitions pour crever des yeux et terroriser les indociles. 170 000 balles pour les LBD de sa milice.

En langage officiel, le ministère de l'Intérieur veut acquérir des « fournitures de munitions cinétiques de défense unique de calibre 40mm au profit des forces de la sécurité intérieure ». 160 000 au total.

Une nouveauté : « l'administration cherche également à disposer d'une version marquante temporaire visible de l'objectif de cette munition cinétique de défense unique de calibre 40 mm (MDU) au profit des unités de la gendarmerie nationale et de la police nationale ».

Les forces de l'ordre pourront, en un seul tir, mutiler quelqu'un et « marquer » la personne touchée avec de la peinture ou un produit chimique. Probablement pour pouvoir interpeller et condamner une personne déjà victime d'un tir. Deux en un !

On note que, comme toujours, les chiffres de commandes d'armes de répression sont considérables, beaucoup plus élevés que le nombre de tirs « déclarés » officiellement par la police.

Par exemple en 2018, année des #GiletsJaunes, avec une répression exceptionnelle, le ministère de l'Intérieur n'avait déclaré « que » 19 071 munitions tirées. Il faut croire que de nombreuses munitions utilisées sur le terrain ne

sont pas déclarées dans les bilans officiels.

Pour mater la plèbe, écraser la population, les moyens sont illimités

En mars 2016, l'État avait déjà lancé une commande exceptionnelle de « munitions de défense » de calibre 40mm pour un montant de 5,57 millions d'euros, et une quantité estimée à 115 000 balles.

En 2017, année d'arrivée au pouvoir de Macron, des dizaines de milliers de grenades lacrymogènes étaient achetées. Puis des milliers de LBD et de fusils « multi-coup ».

Plus récemment, pendant la pandémie, des dizaines de millions d'euros étaient débloqués pour d'autres grenades, des blindés tout neufs et divers outils de maintien de l'ordre. Pour mater la plèbe, écraser la population, les moyens sont illimités.

L'appel d'offre a été publié le 14 mars sur le Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics.

([message de Nantes Révoltée](#))



Videosurveillance : le business de la sécurité marche de concert avec le système électoraliste On sera heureux et en sécurité, comme des rats téléguidés dans un laboratoire aseptisé et bardé de capteurs

PS:

Les désastres, les catastrophes et les pollutions ...en tout sécurité

Si la technopolice et son monde totalitaire continuent à se déployer, si des basculements révolutionnaires d'ampleur n'ont pas lieu, nous auront la joie et le privilège de subir en live les catastrophes climatiques, sociales et écologiques dans un cadre ultra-sécuritaire.

Incendies, famines, cyclones, inondations, canicules, guerres... emporteront tout, mais ce n'est pas grave, car on sera bien gardé par des caméras HD reliées par la 5G et des satellites en orbite basse, on sera surveillé avec amour H24 par des objets connectés du quotidien, des drones armés et des robots-flics sillonneront non-stop les rues et les airs, les rebelles seront en prison ou morts, les riches se gaveront encore un temps dans leurs blockhaus, les multinationales et les centres commerciaux seront intacts car surveillés par des milices privées, on pourra appeler au secours la police à chaque coin de rue, des capteurs mesureront avec précision les mouvements de panique des foules, des statistiques des comportements anormaux seront stockés dans des cloud sécurisés en Alaska, l'IAG clamera qu'on est des glands incapables, les stocks de balles policières seront approvisionnés sans ruptures de stock, les mondes virtuels remplaceront avantageusement les dures réalités du désastre...
Heureusement que la technopolice sera là pour nous protéger, on se sentira tellement bien en-sécurité.

Surveillance policière et technopolice : l'absence de démocratie appelle et permet la dystopie sécuritaire

Réjouissant n'est-ce pas ?! On a hâte d'y être, en fait on y est déjà, chouette !